

N° 4619.

FRANCE ET INDE

Convention relative à l'introduction de l'opium
de contrebande à Chandernagor. Signée à
Chandernagor, le 22 mars 1939.

*Textes officiels français et anglais communiqués par le secrétaire d'Etat aux
Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement
a eu lieu le 10 août 1939.*

FRANCE AND INDIA

Convention regarding the Introduction of Con-
traband Opium into Chandernagore. Signed
at Chandernagore, March 22nd, 1939.

*French and English official texts communicated by His Majesty's Secretary of
State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration took place
August 10th, 1939.*

N^o 4619. — CONVENTION ¹ ENTRE LA FRANCE ET L'INDE RELATIVE A L'INTRODUCTION DE L'OPIUM DE CONTREBANDE A CHANDERNAGOR. SIGNÉE A CHANDERNAGOR, LE 22 MARS 1939.

Convention conclue à la date du 22 mars 1939, pour un an à compter du 1^{er} janvier 1939 concernant la conversion en un paiement annuel de trois mille roupies des droits relatifs au commerce de l'opium départis au Gouvernement français par l'article 6 de la Convention ² du 7 mars 1815, et dans le but d'empêcher l'introduction de l'opium de contrebande à Chandernagor.

Entre Mr. H. P. V. TOWNEND, Commissioner de Burdwan, pour le compte du Gouvernement de l'Inde, Mr. H. P. V. Townend ayant reçu, à cet effet, un pouvoir spécial de Son Excellence le Vice-Roi et Gouverneur général de l'Inde, d'une part,

et Monsieur A. MÉNARD, administrateur de Chandernagor agissant par ordre spécial du Gouverneur des Etablissements français dans l'Inde, et agissant au nom du Gouvernement français, d'autre part, il a été convenu ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement français renonce au privilège à lui réservé par l'article 6 de la Convention du 7 mars 1815, lui donnant droit d'acheter annuellement à Calcutta trois cents caisses d'opium au prix moyen des ventes périodiques de cet article.

Article 2.

Le Gouvernement de l'Inde, en échange de cette renonciation, s'engage à payer à l'Administration française de Chandernagor une somme de trois mille roupies par an.

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1939.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil de Traités*, tome II, page 104.

No. 4619. — CONVENTION ¹ BETWEEN FRANCE AND INDIA REGARDING THE INTRODUCTION OF CONTRABAND OPIUM INTO CHANDERNAGORE. SIGNED AT CHANDERNAGORE, MARCH 22ND, 1939.

Convention of the 22nd March 1939 concluded for one year beginning on the 1st January 1939 regarding the conversion into an annual payment of three thousand rupees of the rights in connection with the opium trade reserved to the French Government by Article 6 of the Convention ² of the 7th March 1815, and for the purpose of preventing the introduction of contraband opium in Chandernagore.

Between Monsieur A. MENARD, Administrator of Chandernagore, proceeding by special order of the Government of the French Settlements in India, and acting in the name of the French Government on the one part,

and Mr. H. P. V. TOWNEND, Commissioner of Burdwan, on the part of the Government of India, the said Mr. H. P. V. Townend having special authority for the purpose from His Excellency the Viceroy and Governor-General of India, on the other part, the following Agreement has been concluded :

Article I.

The French Government renounce their privilege reserved by Article 6 of the Convention of the 7th March 1815, entitling them to purchase annually at Calcutta three hundred chests of opium at the average price obtained at the periodical sales of this article.

Article II.

The Government of India, in exchange for this renunciation, agree to pay to the French Administration at Chandernagore a sum of three thousand rupees per annum.

¹ Came into force January 1st, 1939.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 2, page 219.

Article 3.

L'Administration française consent à imposer au fermier chargé de la vente de l'opium à Chandernagor l'obligation de n'introduire dans cet Etablissement, pour consommation ou pour tout autre but, ou de n'avoir, exporter ou vendre dans sa boutique, d'autre opium que celui manufacturé pour le compte du Gouvernement anglais et fourni par le Collectorat d'Hooghly au même prix que l'opium délivré par ledit gouvernement à son fermier ou à ses agents autorisés à vendre ce produit sur le territoire anglais avoisinant Chandernagor, de n'exporter aucun opium, ou d'en vendre plus de trois tolas à la fois et par acheteur, excepté à tout détenteur d'un permis spécial pour la possession d'une quantité supérieure à trois tolas.

L'Administration française s'engage à veiller à ce que la quantité d'opium possédée individuellement soit limitée à trois tolas. Elle s'engage, d'autre part, à fixer les heures de vente de 10 heures du matin au coucher du soleil.

Les autorités françaises useront de leurs pouvoirs pour empêcher toute contravention à cette obligation de la part du fermier ou de n'importe quelle autre personne, soit au moyen d'importation par voie de mer d'opium étranger, soit par tous autres moyens.

D'autre part, les autorités françaises s'engagent, en général, à user de leurs pouvoirs en vue d'empêcher, dans l'importation ou l'exportation entre Chandernagor et le territoire anglais, tout trafic d'opium autre que celui permis ou désigné à cet effet par la présente convention.

Le Gouvernement français consent également à ce que la quantité d'opium à livrer annuellement au fermier de Chandernagor par le Collectorat d'Hooghly ne devra pas dépasser douze maunds par an (calendar year), cette quantité étant exigée pour la consommation locale du territoire français.

Article 4.

Tout opium de contrebande saisi sur le territoire français sera livré au Collectorat d'Hooghly contre paiement de sa valeur laquelle sera calculée au même taux qui, dans l'Inde britannique, est accordé en paiement de la valeur de l'opium confisqué à celui qui a contribué à la saisie de cette denrée narcotique.

Article 5.

En compensation du préjudice que l'obligation imposée au fermier français peut occasionner

Article III.

The French Administration agree to impose on the farmer licensed to sell opium at Chandernagore the obligation not to introduce into that Settlement, for consumption or for any other purpose, or to possess or to sell at his shop, any opium other than that manufactured on account of the English Government and supplied from the Hooghly Collectorate at the same price as the opium allowed by the said Government to their farmer or agents authorised to sell this product on the English territory adjoining Chandernagore, or to export any opium or to sell more than three tolas weight of opium to any person at one time, except to a holder of a special permit for the possession of a larger quantity than three tolas.

The French Administration undertakes to see that the quantity of individual possession is limited to three tolas. They further agree to limit the hours of sale from 10 a.m. to sunset.

The French authorities will use their powers to prevent any contravention of this obligation by the farmer or any other person, whether through importation of foreign opium by sea or through any other means.

The French authorities further engage generally to use their power in the prevention of any traffic in opium, whether import or export, between Chandernagore and British territory other than that permissible or engaged for under this Convention.

The French Government also agree that the quantity of opium to be obtained by the Chandernagore farmer from the Hooghly Collectorate shall not exceed twelve maunds in any calendar year, this quantity being required for the local needs of the French Settlement.

Article IV.

All contraband opium seized in French territory shall be handed over to the Collector of Hooghly on payment of its value, which shall be calculated at the same rate as is allowed in British India in making payments of the value of confiscated opium to any one who has contributed to the seizure of the drug.

Article V.

As compensation for the loss which the obligation imposed on the French farmer may cause

au budget local des Etablissements français dans l'Inde, le Gouvernement anglais s'engage à payer annuellement et en deux termes à l'Administration de Chandernagor, une indemnité fixée à un chiffre rond de six mille roupies.

Article 6.

Les deux paiements mentionnés aux articles 2 et 5 auront lieu par moitiés de semestre en semestre à partir du 1^{er} janvier 1939.

Article 7.

La présente convention aura une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 1939.

Article 8.

La présente convention, sans qu'il soit besoin de toute autre ratification, sera considérée comme définitivement conclue pour une période d'un an à compter du 1^{er} janvier 1939 dès qu'elle aura été revêtue des signatures de Mr. H. P. V. Townend, Commissioner de Burdwan, et Monsieur A. Ménard, administrateur de Chandernagor, spécialement délégués à cet effet par leurs gouvernements respectifs.

Fait à Chandernagor, en double expédition, à la date du 22 mars mil neuf cent trente-neuf.

H. P. V. TOWNEND.

Commissioner, Burdwan Division.

A. MÉNARD.

Administrateur de Chandernagor.

to the local budget of the French Settlements in India, the English Government engage to pay to the Administration of Chandernagore annually and in two instalments an indemnity fixed at a round sum of six thousand rupees.

Article VI.

The payments mentioned above in Articles II and V will both be made in moieties at the end of each six months counting from the 1st January 1939.

Article VII.

The present Convention shall have a duration of one year to be calculated from the 1st January 1939.

Article VIII.

The present Convention shall, without requiring any other ratification, be considered to be definitely concluded for a period of one year to be calculated from the 1st January 1939, as soon as it shall have been signed by Monsieur A. Menard, Administrator of Chandernagore, and Mr. H. P. V. Townend, Commissioner of Burdwan, specially delegated for this purpose by their respective Governments.

Done at Chandernagore in duplicate on the 22nd March 1939.

H. P. V. TOWNEND,

Commissioner, Burdwan Division.

A. MENARD,

Administrator of Chandernagore.

Certified copy.

C. Sen,

29.5.39.

*Second Assistant Secretary,
Government of Bengal,
Forest and Excise Department.*